

N° 0149 du 25 Novembre u 1er Décembre 2014 - Prix : 250 F CFA

— TOGO TELECOM/ GESTION ET ETATS FINANCIERS EXERCICE 2007 : —

## On comprend mieux la descente aux enfers de Togo Telecom sous Sam Pétchétibati BIKASSAM

74,687 millions de frais d'assistance pour obsèques et funérailles, 130,045 millions FCFA en dépenses de boissons



Le siège de Togo Télécom à Lomé

Sam P. Bikassam, ex-DG de Togo Télécom

### POLITIQUE / MANIFESTATIONS DE L'OPPOSITION :



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC

## Du pur Charlatanisme pour assouvir des destins inavoués

P.3

ITIE TOGO/ MAUVAISE GOUVERNANCE

ET PILOTAGE A VUE :

## Ne pas prendre l'ombre pour la proie

P.4



Didier Kokou Agbémadon, Coordonnateur ITIE-Togo

POLITIQUE/MANIFESTATIONS :

## Des milliers de partisans du parti au pouvoir manifestent dans le calme à Lomé

P.3



Des milliers de partisans du parti au pouvoir dans les rues de la capitale

ECONOMIE :

## BAISSE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DE 15,52%



Adji O. Ayassor, ministre de l'Economie

ELIMINATOIRES CAN GUINÉE EQUATORIALE 2015 /Groupe E Ghana -Togo : 3-1

## La consécration de la honte, bilan d'un parcours sinueux et atypique

P.1

Publiez gratuitement vos annonces sur [www.togotourisme.com](http://www.togotourisme.com)



### NUPTIA / EVENEMENT-CIEL

- Prestation de service Événementiel
- Vente d'articles de mariage
- Décoration et vente d'articles de décoration
- Location et décoration de voiture

BP : 1335, Bd de la Kara (Lomé - TOGO) • Tél: 22 21 37 10 / 22 39 56 92  
A côté de la Pharmacie Campus

#### Météo

Mardi 25 Novembre 2014  
Matin:  
Ciel peu nuageux  
24°C  
Après-midi:  
Ciel peu nuageux  
32°C

**EDITO**

# Fédération Togolaise de Football, de mal en pis

Les 35 clubs de la première, deuxième et de troisième divisions ont sorti une déclaration commune se désolidarisant de leur président de fédération. Comme un cycle infernal, le feuilleton malsain de la fédération togolaise de football continue de faire son bonhomme de chemin.

Depuis bientôt dix ans la FTF n'a cessé d'avilir notre pays le Togo. De la calomnie au sabotage, les membres des différents bureaux la FTF n'ont pas lésiné sur les moyens pour assouvir leur intérêt personnel et égoïste. De Rock Gnassingbé à Améyi en passant par Tata Avlessi, tous ont failli à leurs missions.

Comme on peut le constater, depuis le 04 novembre, le mandat du bureau chapeauté par Gabriel Améyi a pris fin sans avoir réussi à organiser une nouvelle élection. A l'allure où vont les choses, le nouveau bureau n'est pas pour demain.

Et les togolais dans tout ça ? Bonne question.

Sinon qu'ils regardent avec impuissance, les vellétés des uns et des autres qui s'agitent de nouveau pour prendre les rênes du foot togolais pour recommencer les mêmes bêtises.

Comme dirait un supporter désabusé, c'est l'éternel recommencement. Dieu ait pitié des amoureux du ballon rond du Togo.

René Beaugars

**Libre opinion :**

# Le tôle burkinabé et le koliko togolais

*L'INSURRECTION BURKINABÉ, qui a délogé Blaise Compaoré, a secoué le continent, et, comme à chaque fois qu'il y a un événement majeur en Afrique, tout le monde semble atteint de la maladie de la vache folle ! A la chute du tunisien Ben ALI, de la chute de Moubarak, du meurtre froid de Kadhafi, tout le monde prévoyait également un printemps africain, comme si l'Afrique connaissait un hiver, un automne, un printemps, et un été...*

La dislocation actuelle de la Lybie, le coup d'Etat en Egypte, avec la mise derrière les barreaux du Président démocratiquement élu, Mohamed MORSI, la victoire aux législatives tunisiennes de Nida Tounès (partisans de l'ancien régime), ont calmé les palpitations de certains africains...

" Qui va directement diriger le Burkina Faso pendant les douze mois prochains ? ", a demandé un journaliste de RFI...

L'euphorie qui a suivi la chute de Blaise Compaoré et l'attelage Michel Kafando - Lt-colonel Yacouba Isaac ZIDA, nous laissent perplexes, et même préoccupés, à la lecture minutieuse de la CHARTE DE LA TRANSITION burkinabé... Cette euphorie post insurrectionnelle a sûrement soulevé un des leaders politiques de l'opposition, Zéphirin Diabré, qui a demandé à ce que l'UNION AFRICAINE (UA) inscrive dans sa charte, la limitation à deux, des mandats présidentiels en Afrique. Même Abdou Diouf y est allé de ce refrain, lui qui avait fait 18 ou 19 ans au pouvoir ! Comme Mr Diabré a retrouvé ses esprits, on va lui demander de nous préciser, s'il s'agit de mandats présidentiel de 3 ans, de 4 ans, de 5 ans, de 6 ans, de 7 ans, de 8 ans ou de 9 ans... pour faire les 18 ans comme Abdou DIOUF ! ...Et pourquoi Angela Merkel fait déjà trois mandats de 4 ans, dans une Allemagne, première sur tous les plans, parmi les pays de l'Union européenne...

Et pourquoi deux mandats, et non un mandat unique de 6 ans, comme le souhaite un certain Dr IHOU David, ou de 4 ans, toujours non renouvelable, comme naguère au COSTA RICA ? Et qu'arrivera-t-il, si le pays sort de l'UA, comme l'avait fait dans le passé, la Mauritanie et d'autres pays de l'UA ?

En analysant méticuleusement la Charte de Transition burkinabé, signée le 13 novembre dernier, Charte dont la mouture définitive a été livrée, après amendements par l'Armée, nous sommes restés pantois ! En effet :

**-L'article 11 de cette charte dit que :** " Lorsque le Président de la transition est empêché de façon temporaire de remplir ses fonctions, ses pouvoirs sont provisoirement exercés par le Premier Ministre... ". Comme le Premier Ministre est un militaire, quand l'armée va tousser, le Président sera grippé et ira se forger un repos

arrangé de quelques semaines, le temps de permettre au Lieutenant - colonel Zida d'avoir les mains libres !

**L'article 12 de la Charte octroie 25 sièges sur les 90** aux forces de défense et de sécurité ! Dans quel pays on a vu un Parlement où près du tiers des députés viennent des corps habillés ? Même pour un pays en guerre, je n'ai jamais entendu cela !

**L'article 20 de la Charte est explicite :** " La durée de la transition ne peut excéder douze(12) mois à compter de la date de l'investiture du Président de la transition."

C'est une copie de la transition du Togo, et tout le monde se rappelle, que quand, pour des motifs indépendants de notre volonté, nous n'avons pas tenu les délais, notre transition a failli capoter, et il a fallu un arrangement avec Eyadema pour continuer la route !

**L'article 25 est plus cocasse :** " En cas de contrariété entre la Charte et la Constitution (de 1991), les dispositions de la présente Charte prévalent. En cas de conflit, le Conseil Constitutionnel statue. ". Je suis désolé, mais la Constitution a été votée par référendum national, alors que la CHARTE a été pondue par des partis politiques, des organisations de la société civile, les forces de défense et de sécurité, et des autorités religieuses et coutumières ! Le compte n'y ait pas ! Cette Charte ne peut pas prévaloir sur la Constitution votée par tout un peuple !

Au vu de tout ce qui précède, le coup d'Etat militaire est toujours en cours au Burkina Faso, jusqu'en novembre 2015 !

A l'élection présidentielle de novembre 2015, je parie qu'un officier détroqué sera candidat à ce scrutin ; peut-être le supérieur hiérarchique du colonel ZIDA, le Commandant du Régiment de la Garde Présidentielle, dont, curieusement, personne ne parle (ZIDA n'est que l'adjoint !).

Dans tous les cas, je parie que le Lt-colonel ZIDA sera candidat en 2020 (si son supérieur hiérarchique n'y va pas), puisqu'il ne peut pas se présenter en 2015 ! Cet homme me plaît ! Master en Management d'une université de Lyon (tiens, il est lyonnais comme moi !), cet officier est un homme intelligent... et pourvu que cette intelligence le guide jusqu'à la fin de la transition, pour le bien de mes amis burkinabés...

Pour la petite histoire, Blaise Compaoré, Thomas Sankara, mon petit frère Griffieth (médecin vétérinaire aujourd'hui) et moi, avons joué ensemble au football, au camp, pendant les vacances, quand, jeunes officiers, ces deux burkinabé ont passé quelques mois, au camp militaire de Témédja, comme officiers parachutistes... Mon frère, lycéen, faisait, lui, toujours partie de l'équipe de football des militaires du camp de Témédja ! (...)

Le tôle burkinabé n'a pas bien pris,



Dr David IHOU

mais espérons qu'avec la sagesse et l'intelligence de mon ami lyonnais, Yacouba Isaac ZIDA, ce tôle sera mangeable ! ...

Quand je ne veux pas manger trop lourd les soirs, je me fais faire de l'igname frite, que nous appelons, toutes ethnies confondues au Togo, "koliko". C'est tellement délicieux, avec du poisson frit ou du poulet bien assaisonné, à condition de ne pas trop manger, mais, de ne prendre que trois ou quatre petites tranches !...

**La politique togolaise est comme du koliko, facile à frire, à manger, et à digérer !**

Les Cadres Permanents de Dialogue et de Concertation (CPDC), celui auquel j'ai participé et celui, dit rénové, ont bien balisé le terrain politique, dans leurs travaux et conclusions soumis au pouvoir: élections à deux tours, mandats présidentiels de 5 ans, limités à deux, rapatriement des restes du Président Sylvanus Olympio et inhumation à Lomé, dans un caveau spécial, avec tous les honneurs dus à son rang... tout cela avait été accepté par le pouvoir !

Mais, Jean-Pierre Fabre, au moment où il cherchait à établir le record de la marche de Kondjindji à la plage, nous traitait " d'illégitimes " (ce sont les " légitimes " qui devaient discuter politique dans le CPDC, qu'il a pourtant boycotté !), et tandis que son compère, Patrick Lawson, lui, cherchait un " hounon " pour être médiateur au dialogue Togo Télécom II, le pouvoir tissait lui, ses cordes tranquille pour les échéances politiques qui allaient suivre...

Au Togo, un groupuscule de nos concitoyens se croit toujours le nombril du monde, et croient que rien ne peut se faire sans eux, et qu'ils sont les seuls opposants de ce pays. Être opposant tout le temps est une malédiction, mais, ils ne le savent pas !

Malgré les boycotts, les intimidations, les coups de forces des " éléments incontrôlés de l'Armée ", la grève des policiers, la grève des agents de la Régie des Eaux, la grève des douaniers, le gouvernement de la transition de Joseph Koffigoh a pu organiser, dans un délai de 12 mois, un référendum national qui a sorti une belle Constitution, celle du 14 octobre 1992. Mission accomplie, sans être cependant parvenu à organiser la présidentielle en 1992, le gouvernement Koffigoh s'en est allé, laissant le jeu aux partis politiques !

Les élections présidentielles se sont

déroulées en 1993, 1998 et 2003, tandis que les législatives s'étaient déroulées en 1994 (avec la majorité absolue obtenue par le CAR et l'UTD : 42 députés sur 81 sièges d'alors). Mais, en 1999, l'opposition, autiste, sourde et aveugle (Gilchrist Olympio et ses lieutenants d'alors, Jean-Pierre Fabre, Patrick Lawson et Cie en tête), boycotta les législatives, et ce qui devait arriver, arriva : Le RPT d'alors devint monocolore au Parlement et modifia, en toute légalité, en décembre 2002, la Constitution du 14 octobre 1992 : plus de limitation de mandats présidentiels, élection désormais à un tour, et possibilité pour le Chef de l'ETAT, de nommer le Premier Ministre, non plus dans la majorité parlementaire, mais, comme il veut !

Depuis 2007, les élections sont transparentes et crédibles au Togo. Malgré nos appels maintes fois répétés, l'opposition n'a déposé aucun projet de loi de révision constitutionnelle et institutionnelle au Parlement ! Ce n'est que très récemment, que ADDI, et le CAR, rejoint, après la tragédie habituelle, par un machin appelé CAP 2015 (après le CST, le FRAC, L'ANC-ADDI) déposé enfin un projet de loi, le premier de l'opposition, depuis... sept ans ! Un projet qui reprend, presque mot pour mot, le projet présenté par le gouvernement et rejeté par 63 députés, sur 91, le 30 juin dernier !

Les leaders de l'opposition actuelle mangent du koliko, en aboyant : REFORMES CONSTITUTIONNELLES ! REFORMES CONSTITUTIONNELLES ! Ils appellent même la pauvre population togolaise, à descendre encore une fois dans la rue, pour venir réclamer des réformes, à leur place ! Preuve de l'amateurisme et de l'irresponsabilité de certains leaders de notre opposition, quand UNIR voulait aussi manifester, le parti s'est conformé à l'itinéraire à lui tracé par les autorités, mais CAP 2015 refuse de suivre les consignes et maintient le point de chute de sa manifestation au Palais des Congrès ! Et les dirigeants du CAP 2015 se disent démocrates ! Dispersés par des gaz lacrymogènes, ces gens-là ne mourront jamais !

On le répète mille fois, les réformes constitutionnelles et institutionnelles se font au Parlement ou par référendum, et non dans les rues, ou à la plage ! Même les moutons comprennent cela !

Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et Stratégie Sécuritaire

**LE MÉDIUM**  
Hebdomadaire d'Informations #  
Maison de la Presse, Casier N° 78

**Récépissé**  
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

**Adresse :**  
893, rue 19 Saint Joseph  
01 BP : 450 Lomé  
Tél : +228 22 37 86 99  
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr  
Maison de la Presse, Casier N° 78

**Directeur de la Publication :**  
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

**Directeur de la Rédaction :**  
ALI SAMBA

**Rédaction :**  
Jacques Komi SOLETE  
Crédo TETTEH  
Ekoué SATCHIVI  
Dodo ABALO  
Dezzy HUTCHNER  
B. Oguki ATAKPA  
Ali SAMBA  
Koudjoukabalou  
René Beaugars

**Infographie :** JPB

**Impression :** ST Louis,  
Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45

**Tirage :** 2.500 exemplaires

**Distribution :** Léo AYIVI (90 19 70 25)

Réclamez tous les mardis  
votre hebdomadaire  
"Le Médium"  
dans les kiosques et chez  
vos marchands de journaux.  
Prochaine parution  
le mardi 02 décembre 2014

**SOGESTI GROUPE**

Emplois & Formations  
www.emploitogo.com

Hôtels-Restaurants-  
Agences de voyage  
www.togotourisme.com

Entreprises-Partenariat  
www.togotourisme.com

Web Design & IT Experts  
www.institutwebmaster.com

Location & Vente  
www.togoimmobilier.com

Archivage-Ged-  
Intranet-Formations  
www.sogesti.net

Hébergement Linux  
& Windows  
www.rapidehosting.com

Tel: 22 20 05 53  
info@sogesti.net

**LOMÉ@CITÉ**  
Excellence et Objectivité. Le Portail Togolais  
de l'Actualité Nationale et Internationale

POLITIQUE / MANIFESTATIONS DE L'OPPOSITION :

# Du pur Charlatanisme pour assouvir des destins inavoués

LES MANIFESTATIONS tant annoncées du 21 Novembre que d'aucun annonçait comme l'Armageddon a eu lieu sans que rien, mais alors rien, ne se produise. En lieu en place, on a vu une marche pacifique des partisans du pouvoir qui s'est achevée dans le calme et la bonne humeur Quant à la marche du CAP 2015, elle a permis une fois encore aux togolais de comprendre que les leaders de l'opposition, du moins certains, prennent leur militantisme comme des bêtes de somme à sacrifier sur l'autel des ambitions personnelles et inavouables.

Un communiqué du CAP 2015 annonçait 4 blessés et 1 interpellé. Comme le commentait un observateur de la scène politique du Togo, Jean-Pierre Fabre et ses amis sont parvenus, une fois de plus à leur fin, celle de verser coûte que coûte le sang

de tous genres qui ont eu lieu à la veille de l'indépendance du Togo, que les aînés racontent, nous poursuivent encore pour qu'on rajoute encore. Le seul moyen de parvenir au pouvoir, c'est d'affronter les autres adversaires dans les urnes et de convaincre le peuple.

Le seul combat qu'il faille mener est celle de la transparence et la justice du processus électoral. Tous autres moyens, et surtout la prise en otage par des actes ignobles, indécents et immoraux, sont à proscrire. Le sang des togolais a assez coulé sur la Terre de nos aïeux, les Togolais ont assez perdu leur vie en suivant ces hommes de l'opposition togolaise. Trop de familles ont été endeuillées par la faute des intransigeances et des positions radicales de l'UFC hier et l'ANC aujourd'hui.

Combien de morts, Gilchrist Olympio, Jean-Pierre Fabre, Patrick



Des manifestations qui finissent toujours en queue de poisson, avec des dégâts

## Stratégie, dialogue, négociation

Ce qui choque beaucoup de Togolais et les laisse sans voix, c'est la logique dans la quelle baigne Jean-Pierre Fabre et les autres membres du CAP 2015. A quoi auraient donc servi les sacrifices consentis par les militants si le lendemain des échauffourées, le port altier et le regard fier, Jean-Pierre Fabre devrait se présenter au Palais de la Présidence pour discuter des réformes et bien d'autres sujets avec le Chef de l'Etat ? Savait-il qu'il existe un tel créneau de discussion avant d'appeler ses militants dans la rue ? Quelle méthode aurait été plus efficace d'autant qu'aussi bien au gouvernement et qu'au parti UNIR, tout le monde reconnaît et accepte la nécessité des réformes ?

Jeudi dernier, à l'occasion du meeting du parti UNIR à Notsé, Sélom Komi Klassou, membre de ladite formation politique et premier vice-président de l'Assemblée nationale a indiqué que l'Union pour la République est "prête pour les réformes, mais dans un esprit de conciliation. "Il n'est pas bon d'instrumentaliser les réformes. Pour le processus de réformes, UNIR dit Oui, mais dans un esprit de conciliation et de consensus", a-t-il laissé entendre avant de conclure que "nous sommes dans un processus, les réformes vont se faire en temps opportun".

D'autres voix et non des moindres dans les rangs de UNIR sont sur la même position. D'ailleurs, c'est ce que le chef de l'Etat lui-même avait

dit à Jean-Pierre Fabre lors de la rencontre de samedi dernier si l'on en croit les propos du président de l'ANC. Alors, si tout le monde s'accorde que les réformes sont nécessaires et qu'elles doivent se faire, on se demande bien pourquoi le CAP 2015 privilégie la rue plutôt que le dialogue. Car, Jean-Pierre Fabre l'a martelé à la sortie de l'audience que lui a accordée le Président de la République que les manifestations de rues continueront tant jusqu'à ce que les réformes soient faites. De deux choses l'une. Soit Jean-Pierre Fabre est de mauvaise foi, soit il est un piètre homme politique.

Il est clair que n'ayant pas la majorité à l'Assemblée Nationale, le candidat du CAP 2015 à l'élection présidentielle de 2015 est obligé de négocier avec le parti au pouvoir s'il tient à ce que ces réformes se fassent avant le scrutin de 2015 comme il le veut. Il n'y a que cette option qui vaille. En d'autres moments plus critiques de la vie de cette nation, d'autres leaders bien en vue de l'époque en ont usé abondamment pour obtenir des avancées notables dans le processus de démocratisation au Togo.

En principe, à partir de ce moment, le dialogue et la négociation devraient être les maîtres mots de Jean-Pierre Fabre et du CAP 2015. Autrement, il marchera avec ses militants en vain, comme il l'avait fait aux lendemains de l'élection présidentielle de 2015.

Ali SAMBA



Des militants du CAP 2015 en face du cordon de sécurité

des Togolais. Et c'est en cela qu'on ne comprend pas l'entêtement des dirigeants de l'ANC à aller à l'encontre des lois de ce pays et vouloir affronter les forces de l'ordre.

On comprend que ça sert leur intérêt puisque les media du monde entier en parleront. Mais quel honneur y a-t-il à mener ses militants à l'abattoir. Car, les dirigeants du CAP 2015 savaient pertinemment que, dans leur quête de vouloir se rendre sur l'esplanade du Palais des Congrès, les forces de l'ordre n'allaient pas laisser passer et qu'il y aurait du grabuge. Ce n'est pas nouveau, diraient-ils. Oui, ce n'est pas nouveau. Et c'est là que les questionnements et les supputations des uns et des autres prennent tous leurs sens.

## Occultisme et Charlatanisme

Il se susurre que les manifestations de l'opposition, notamment celles dans lesquelles sont impliqués les dirigeants de l'ANC, ne sont pas anodines. Elles répondraient à des agendas occultes qui devraient leur permettre de garder dans leur giron, leurs militants et sympathisants. On connaît les exigences des pactes secrets conclus dans les couvents de nos religions traditionnelles et ce que les prêtres demandent pour ce genre de choses. On comprend alors que les dirigeants de l'ANC forcent de temps à autres le destin pour qu'il y ait d'affrontement et que le sang des togolais coule pour satisfaire les esprits démoniaques avec lesquels ils ont pactisé.

Il faut que ses pratiques malsaines s'arrêtent sur la Terre de nos aïeux. On ne peut plus continuer à perpétuer ces genres de choses qui n'aident pas notre pays à évoluer spirituellement. Les histoires ayant trait aux sacrifices

Lawson et autres ont sur leur conscience depuis 1990. Au moins, le vieux Gilchrist Olympio l'a compris. Mieux vaut tard que jamais dit-on. Il est temps que Jean Pierre Fabre et les autres cessent d'être des sangsues. Le sang des Togolais est trop précieux qu'ils s'en servent de cette façon. Il faut que ça s'arrête. Le Tribunal Pénal International ne concerne pas seulement les chefs d'Etat au pouvoir. On devrait le savoir.

## POLITIQUE/MANIFESTATIONS :

# Des milliers de partisans du parti au pouvoir manifestent dans le calme à Lomé

DES MILLIERS de militants et sympathisants de l'Union pour la République (UNIR, le parti au pouvoir) ont manifesté dans le calme le vendredi 21 Novembre à Lomé pour soutenir le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé dans l'épineuse question des réformes politiques au Togo.

Partis du Colombe de la Paix, les manifestants, vêtus pour la plupart de tee-shirt blanc, ont sillonné les rues de la capitale avant de chuter à la plage, en face de l'ancienne présidence. Plusieurs responsables du parti UNIR et des associations soutenant la politique du président Faure Gnassingbé étaient aussi dans la foule notamment le président de l'Assemblée nationale Dama Dramani.

"Nous ne sommes pas contre les réformes politiques, mais elles doivent se faire de manière consensuel-



Des milliers de partisans du parti au pouvoir dans les rues de la capitale

le. Nous devons nous retrouver autour d'une table et discuter", a déclaré Foli-BaziKatari, deuxième vice-président du parti UNIR.

Aucun incident n'a été enregistré durant la manifestation, encadrée par des forces de l'ordre. Le débat sur les réformes politiques fait rage depuis quelques semaines au sein de la classe politique.

De tels propos ont été déjà tenus la veille dans la ville de Notsé où les responsables de l'Union pour la République (UNIR, le parti au pouvoir) ont animé, un meeting de sensibilisation, en vue de la présidentielle de 2015. C'est la place de l'indépendance de la ville qui a servi de cadre à cette manifestation politique à laquelle ont pris part plusieurs

## Zozo

### L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE : VERS QUELLES CONCESSIONS ?



Des députés à l'Assemblée Nationale

Le recul de l'opposition parlementaire sur ses positions dans le projet de loi qu'elle vient de déposer à l'Assemblée pour examen, et toute autre position qui passe pour être une concession au régime et à son parti traduisent l'état du rapport des forces Opposition/Régime. Nous avons toujours dit que ce rapport des forces n'est pas en faveur de l'opposition, et que le régime profite de cette situation pour élever à chaque fois les enchères. Quelle forme d'organisation l'opposition doit-elle se donner pour se mettre en mesure de renverser le rapport des forces ? Encore une fois, c'est la question essentielle à laquelle nous devons trouver une réponse appropriée.

CAP 2015 et le couple CAR-ADDI viennent de se mettre d'accord sur une proposition commune de projet de loi à soumettre à l'Assemblée. Il faut un minimum de 19 députés pour que la proposition soit prise en compte pour discussion. Les deux groupes réunis disposent de 25 députés à l'Assemblée. En principe, l'Assemblée est tenue d'examiner la proposition.

Il semblerait que la proposition ne diffère guère de celle que le gouvernement avait déposée après l'échec du dialogue de Togo Telecom II, et que sa majorité parlementaire avait rejetée le 30 juin 2014.

Ce qui avait justifié le rejet du projet de loi le 30 juin est la question de la rétroactivité de la loi, qui interdirait alors à Faure de se porter candidat pour 2015, après ses deux premiers mandats. Une partie seulement des partis membres des deux regroupements (CST et ARC-EN-CIEL) avait refusé la position de la majorité parlementaire demandant à l'opposition parlementaire de signifier clairement à Faure que la question de la rétroactivité ne jouera pas, et qu'il pourra se porter encore candidat pour 2015, ce qui l'autorise de facto à se présenter encore en 2020. Faure Gnassingbé aura ainsi toutes les chances de faire 20 ans au pouvoir, plus que son père depuis 1990...

### BURKINA FASO: LE PREMIER CONSEIL DES MINISTRES DE LA TRANSITION



Michel Kafando (g) et le Lt-col Isaac Zida (d.) se sont partagés respectivement les portefeuilles des Affaires étrangères et de la Défense.

Le Burkina Faso a connu ce lundi 24 novembre son premier Conseil des ministres de la transition, après plusieurs jours « d'intenses tractations ». La nouvelle équipe gouvernementale a été annoncée dimanche 23 novembre : elle compte 26 membres, avec des militaires aux commandes de l'armée et de la police. A la sortie de ce premier Conseil des ministres, un mort d'ordre : « réformer ».

Une heure c'est le temps qu'a duré ce premier Conseil des ministres du gouvernement de transition. Le Premier ministre Issac Zida avait donné l'ordre du jour avant d'entrer en réunion : « C'est un conseil de prise de contact, nous allons présenter les dossiers que nous avons gérés pendant trois semaines avec les secrétaires généraux. »

Pour l'occasion tout le monde était là, les militaires avaient troqué leur treillis pour des costumes cravates. A la sortie, ils se sont prêtés à la traditionnelle photo de famille et aux déclarations à la presse. « Nous avons parlé des grandes orientations et des réformes en matière de justice », a ainsi déclaré Joséphine Ouédraogo, la nouvelle garde des Sceaux.

Le Premier ministre Isaac Zida a été plus précis : « Le plus urgent, c'est de régler les dossiers pendants en justice. Nous allons revisiter tous ces dossiers parce que nous avons la conviction qu'il y a eu des attitudes visant à tordre le cou des lois. » Le chef du gouvernement annonce d'ores et déjà les réformes dans les secteurs de la défense, de la justice et de l'économie. « Il y a eu tellement de passe-droits, il y a eu des attitudes qui ont mis certains Burkinabè au-dessus d'autres » a-t-il fait remarquer. Ainsi tous les Burkinabè n'étaient pas égaux devant la loi. Isaac Zida entend corriger cela...

## Zozo

ALBERTO OLYMPIO EN CAMPAGNE  
DE CHARME À SOKODÉ, SA VILLE  
D'ENFANCE

Alberto Olympio, président du Parti des Togolais

Une délégation du Parti des Togolais conduite par son président national, Alberto Olympio a été accueillie jeudi à bras ouverts à Sokodé (355 km au nord de Lomé) par les autorités administratives et religieuses de cette localité. Le candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2015, a entamé une première tournée à l'intérieur du pays pour toucher du doigt les réalités du pays profond. Cette destination, selon les responsables du Parti des Togolais, n'a pas été choisie au hasard pour marquer le début de cette tournée nationale de leur candidat à la présidentielle de 2015.

Sokodé, selon ceux-ci, est la terre d'enfance d'Alberto Olympio, une ville où le président fondateur de la société AXEND a fréquenté. Fouler des pieds le sol de cette localité, est comme demander de la bénédiction des parents avant la présidentielle de 2015, a insisté Alberto Olympio. « J'ai voulu commencer mes activités par ici où j'ai eu la chance de fréquenter dans mon enfance, pour avoir la bénédiction de tous les chefs religieux, administratifs et de la population de Sokodé pour les amener à comprendre nos idéaux pour qu'en 2015 la victoire nous revienne », a-t-il confié. Tour à tour, les chefs religieux notamment Alpha Moutawakilou, l'imam de la ville de Sokodé et Ouro Issa-Touré, le chef spirituel ont exprimé leur satisfaction de revoir leur « fils d'enfance » venir leur présenter son projet de société. Ils se disent disposés à « accompagner » Alberto Olympio jusqu'à la victoire lors de l'élection présidentielle de 2015. « Vous avez une bonne intention pour ce pays parce qu'aucun opposant n'a eu cette idée à part vous. Donc c'est avec une grande joie que nous vous accueillons dans votre ancien milieu qui demeure toujours le vôtre. Qu'Allah le Tout-puissant vous guide dans vos actions mais nous, nous ferons tout ce qui est de notre pouvoir pour vous venir en aide », a promis Ouro Issa-Touré. Après les accueils, les responsables du Parti des Togolais ont sensibilisé les populations de Sokodé sur le programme de société que M. Olympio nourrit pour le Togo. Des projets qui tournent essentiellement autour du bien-être social des Togolais et de l'enracinement de l'Etat de droit et de la démocratie dans le pays après 2015. Le candidat s'est présenté comme celui à même d'aider à atteindre ses objectifs. Alberto Olympio a également exhorté les populations à la paix, au respect des biens publics et d'autrui et les a appelés à s'inscrire « massivement » sur les listes électorales en temps opportun. Après Sokodé, ce sera le tour de localités de Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Kara et Cinkassé d'accueillir la délégation du Parti des Togolais.

**LA « MAISON DES ARTISTES » A VU LE JOUR SOUS LE LABEL DE LA COALITION DE QUATRE (4) ASSOCIATIONS CULTURELLES**  
Considérant les enjeux philosophiques, politiques, économiques et sociétaux que constitue aujourd'hui le secteur de la culture et des arts au plan mondial et, prenant en compte les nouveaux défis (actuels et ceux à l'horizon 2030) auxquels doit faire face une jeune nation comme la nôtre, et qui semble enfin vouloir sortir de sa profonde léthargie en matière de politique nationale et publique de culture et des arts, grâce notamment à la création et au dynamisme du Fonds d'Aide à la Culture, quatre associations togolaises, œuvrant depuis des années dans le secteur de la culture, ont décidé d'unir leurs forces au travers d'une Coalition pour porter plus haut et loin la culture et les arts au Togo et dans le monde. Constituée des associations 3C, Studio Théâtre d'Art de Lomé (STAL), Compagnie Artistique Carrefour et Escapes des Ecritures, cette Coalition dont l'effectif n'est pas fermé et dont chaque membre conserve son identité, a décidé de matérialiser cette volonté commune, en portant le projet de résidence pour artistes à Baguida, projet dénommé « Maison des Artistes ».

Outre un site physique érigé dans la belle et historique localité de Baguida presque en bordure de mer, elle dispose d'une interface en ligne à l'adresse : mdabaguida.wordpress.com.

## ITIE TOGO/ MAUVAISE GOUVERNANCE ET PILOTAGE A VUE :

## Ne pas prendre l'ombre pour la proie

DEPUIS UN mois, notre organe s'intéresse au mauvais feuillet qui a cours à l'ITIE-Togo. Nous nous félicitons une fois encore que le Premier Ministre s'est saisi du dossier ITIE et a publiquement reconnu que la situation n'est pas du tout rose dans toute la maison pour la transparence dans les industries extractives au Togo. Mauvaise gouvernance, problèmes de leadership, fuites en avant, conflits d'intérêts, etc.

Ayant donc pris la mesure de la chose, le Premier ministre qui est en même temps le Président du Conseil National de Supervision de l'ITIE-Togo n'a pas manqué la semaine dernière, finalement, de tenir une réunion de son Conseil pour réfléchir sur les voies et moyens pour résoudre cette fâcheuse situation qui amenuise les chances de bonne gouvernance prônée par le Gouvernement et surtout le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. On conduit mal, très mal les projets et lorsqu'on en parle, on ne fait pas d'efforts intellectuels, de réflexion pour se remettre en cause, en vue d'améliorer la gestion et la coordination surtout à l'ITIE-Togo, mais on se complaint dans des contorsions d'esprits justes pour cacher une plaie qui est depuis béante. Ça pue vraiment à l'ITIE. Les méthodes de gouvernance sont des plus décriées même au Secrétariat technique dont les locaux se situent à Kégué juste à côté de l'agence de la TdE.

**Pourquoi ne pas chercher à résoudre durablement les problèmes ?**

Depuis que nous avons commencé par écrire sur l'ITIE-Togo, sans animosité contre le Secrétariat technique ou son Coordinateur Monsieur Didier Kokou Agbémadon, et surtout des écrits basés sur des faits concrets et peut être " confidentiels " selon certains esprits, nous avons malheureusement constaté qu'au lieu de chercher durablement à corriger les imperfections, les méthodes préhistoriques de gestion en total déphasage avec la notion de bonne gouvernance défendue par le Président de la République, Faure Gnassingbé, l'on s'applique plutôt à rechercher des poux sur des crânes rasés. On excelle en suppositions, en diffamations, en accusations gratuites. Bref, on cherche des boucs émissaires.

La Banque mondiale dans sa correspondance du 30 septembre adressée au Ministre des Mines et de l'Energie, premier répondant de l'ITIE-Togo avec précisions-le, une ampliation au Coordonnateur Monsieur Didier Kokou Agbémadon, le Représentant résident, Monsieur Hervé Assah a fait un certain nombre de constats ou faiblesses et surtout de recommandations en vue d'un meilleur pilotage. Entre autres faiblesses relevées, la Banque mondiale a tablé sur l'inexistence d'un plan de passation de marchés approuvé, le manque de transparence et de système de contrôle interne adéquat en passation de marchés et en gestion financière, une réception des fournitures et une gestion des paiements au mépris des règles de comptabilité (sans pièces justificatives) qui suscitent une présomption de pratiques frauduleuses et l'existence de cas de conflits d'intérêts.

écrits, nos révélations à coups de FCFA ne croient pas qu'ils nous auront avec eux. Il peut exister certains novices ou écrivains qui accepteraient, peut-être, sacrifier leurs plumes contre des espèces son-

Togo.

Au cours de cette réunion, qui s'est essentiellement consacré au problème de fonctionnement de l'ITIE-TOGO, les membres du Comité de pilotage ont eu le loisir d'écouter religieusement le Premier ministre/Président du Conseil national de supervision. Concernant le problème d'ancrage du secrétariat de l'ITIE-Togo, le Premier ministre Ahoomey Zunu a fait savoir aux membres du Comité de pilotage que " le gouvernement se penche là-dessus ". Cependant, le Premier ministre selon nos informations ne serait pas d'avis que le Secrétariat technique de l'ITIE, coordonné par Monsieur Didier Kokou Agbémadon, ne respecte plus les injonctions ou sollicitations du Président du Comité de pilotage en ce qui concerne la convocation des réunions du Comité de pilotage dirigé par le Ministre des Mines et de l'Energie Dammipi Noupokou. Avec la précision de taille que le Secrétariat technique créé est au service du Comité de pilotage.

Durant les 3 heures au maximum qu'a duré la réunion du Comité de pilotage, nous pouvons au regard de nos informations bien glanées que le Comité s'est tenue sans prise de grandes décisions. La preuve, tous les points inscrits à l'ordre du jour ont été purement et simplement renvoyés à une réunion ultérieure et ordinaire du Comité de pilotage. Entre autres points inscrits à l'ordre du jour, il y avait l'adoption du rapport d'activités 2013, l'adoption du recrutement du conciliateur et l'adoption de l'étude de cadrage du rapport 2012/2013.

S'il est aisé aujourd'hui de tabler sur le fait que le Coordonnateur, à l'appréciation de nos multiples articles de presse, ne veut pas reconnaître ses erreurs à lui dans le management de l'ITIE-Togo, il est plus grave de noter que ce dernier feint de reconnaître la gravité des problèmes soulevés.

En somme, tout ce qu'on peut retenir de cette réunion du Comité de pilotage sur instruction du Premier ministre/Président du Conseil National de Supervision, c'est la garantie donnée que tout va rentrer bientôt dans l'ordre avec cette urgente nécessité que tous les acteurs impliqués prennent l'engagement d'y contribuer.

Nous prenons acte des engagements du Premier Ministre mais nous l'invitons à plus d'investissement pour éradiquer l'ensemble des dysfonctionnements constatés à l'ITIE-Togo et surtout de mettre en œuvre les recommandations de la Banque mondiale. Il en va de l'intérêt de notre pays et des populations en général.

Précisons que dans nos prochaines parutions, nous insisterons sur les incidences malheureuses de la mauvaise gestion à l'ITIE-Togo et qui auraient fait perdre lors de la dernière élection législative des sièges au parti du Président de la République. Sans ménagement.

A suivre.

Crédo TETTEH



Didier Kokou Agbémadon, coordinateur de l'ITIE-Togo

Comme recommandations, la Banque mondiale dans son rapport préconise d'effectuer les paiements dans le respect des procédures administratives requises, d'élaborer pour l'ITIE un manuel de procédures administratives, financières et comptables comportant un réel système de contrôle interne, séparer la fonction de passation des marchés de celle de suivi-évaluation et enfin d'instaurer un système de gestion et d'acquisition transparent et dépourvu de considérations partisans ou familiales et éviter les cas de conflits d'intérêts. Sans oublier surtout comme l'une des recommandations, un examen de la situation des ressources humaines et du système de contrôle interne afin d'apporter les mesures correctives nécessaires pour un fonctionnement adéquat et transparent de l'ITIE-Togo.

Au lieu donc de s'atteler à la mise en application de ces recommandations formulées par la Banque mondiale, on s'investit dans des stratégies d'accusations maladroites et malhonnêtes. On cherche à faire porter le chapeau de nos écrits, de nos révélations que nul ne peut contester, à d'honnêtes citoyens. On conclut sans honte et retenue que notre organe est manipulé, que des mains noires se sont cachées derrière nous, derrière nos écrits pour faire la peau au Coordonnateur national de l'ITIE Monsieur Didier Kokou Agbémadon. On va jusqu'à insinuer que nos sources d'informations sont le Ministère des Mines et de l'Energie. Histoire de nous divertir comme si en répandant cela, nous faillirons à notre règle sacro-saint de non divulgation de sources d'informations pour leur dire ou écrire comment nous obtenons nos informations et même qui sont ces sources d'informations. Ces stratégies de détournement et de manipulation auraient pu marcher s'ils étaient en face d'un novice ou d'un écrivain dans la profession.

Nous ne nous inscrivons pas du tout dans cette conception du métier que nous exerçons. Que les réseaux mis en branle pour discréditer nos

écrits et trébuchantes. Précisons ici que certaines de ces plumes sont lâchées depuis 3 jours pour insinuer que nos écrits seraient provoqués par le Ministre Dammipi Noupokou.

Par souci de confraternité, nous multiplions ces écrits qui n'honorent pas leurs commanditaires par un zéro pointé. Ils auraient mieux fait peut être de prouver que nos dénonciations ne sont pas vraies ou erronées que de passer par une certaine presse pour jeter de l'anathème sur nos articles. Le cas du Ministre Dammipi Noupokou ne nous intéresse pas du tout. Sa personne nous importe peu. S'il agit mal ou dirige mal son Ministère nous le dirons sans mettre des gants. Dans le seul but de corriger les choses et de susciter une prise de conscience, un éveil de conscience en vue d'une bonne gouvernance tant prônée par le Président de la République, Faure Gnassingbé.

Le mieux pour les Tous Puissants de l'ITIE-Togo serait plutôt de chercher à améliorer la gestion de l'ITIE-Togo en vue de connaître d'autres succès. Laisser les faiblesses relevées par la Banque mondiale et faire fi de ces recommandations seraient saboter les efforts non seulement du Gouvernement et du Président de la République mais surtout des partenaires en développement qui accompagnent l'ITIE-Togo.

**Enfin, une réunion du comité de pilotage sur instruction du Premier ministre/Président du Conseil national de supervision**

Selon nos sources, une réunion du Comité de pilotage s'est finalement tenue hier lundi matin à la salle de réunion de la Primature en présence du Premier Ministre également Président du Conseil National de Supervision de l'ITIE. Une réunion que nous saluons même si nous concluons qu'elle était tardive. Les tensions s'étaient trop exacerbées parce que les parties concernées ne s'arrêtaient de s'envoyer des casseroles depuis que nous avons embrasé ce dossier très fâcheux de l'ITIE-

**TOGO TELECOM/ GESTION ET ETATS FINANCIERS EXERCICE 2007 :**

# On comprend mieux la descente aux enfers de Togo Telecom sous Sam Pétchétibati BIKASSAM

## 74,687 millions de frais d'assistance pour obsèques et funérailles, 130,045 millions FCFA en dépenses de boissons

*PETIT À PETIT, la mauvaise gestion et les malversations qui ont plongé l'une des sociétés les plus prospères du Togo au fond de l'abîme se font jour. Les rapports commandés par le gouvernement togolais commencent par livrer leurs secrets et le moins que l'on puisse dire, c'est que les togolais étaient loin, très loin d'imaginer la gestion approximative qui avait droit de cité dans cette société. Les informations dignes de foi en notre possession démontrent ce qu'on peut appeler un scandale financier. Et les sources proches du dossier nous font croire que ce n'est que la partie visible de l'iceberg.*

Togo Télécom est une Société d'Etat née de la scission de l'ex Office des Postes et Télécommunications du Togo (PTT), par décret n°96-22/PR du 28 février 1996, en deux sociétés notamment la Société des Postes du Togo (SPT) et la Société des télécommunications du Togo (Togo Télécom).

Avec un capital social de quatre milliards (4 milliards FCFA) entièrement détenu par l'Etat togolais, Togo Télécom est une " Société anonyme d'Etat " qui a pour objet l'installation et l'exploitation du réseau public des télécommunications, à l'exception de celles touchant la sécurité de l'Etat, et l'exercice de toutes autres activités se rattachant directement ou indirectement à son objet.

En 2007, année d'exercice dont nous exploitons les états financiers où tout s'était précipité pour couler la société Togo Télécom, la descente aux enfers donc, la Société était dirigée par monsieur Sam Pétchétibati BIKASSAM en sa qualité de



Siège de Togo Télécom à Lomé

Petites et Moyennes Entreprises

- Ministère de la Coopération, du développement et de l'Aménagement du Territoire

Précisons à ce stade qu'en 2007, l'ancien ministre DOGBE Eduwolé Kokouvi était le Président du Conseil de surveillance.

En plus du Conseil de surveillance, on note un Conseil d'administration de 7 membres dirigé par Monsieur KANEKATOUA Yao en sa qualité de Président. Ce conseil d'administration est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

La Société Togo Télécom avait en 2007 à sa tête Monsieur Sam BIKASSAM comme directeur général. Il avait pour missions de :

- Piloter, fixer et mettre en œuvre toutes les orientations stratégiques de développement de la société ;
- Assurer la croissance de la société ;
- Ancrer la culture de qualité, de performance et d'amélioration continue dans la société



Sam Pétchétibati Bikassam, ex DG de Togo Télécom

Directeur général. Le Conseil de surveillance, organe suprême de décision qui a pour mission de défendre les intérêts de l'Etat-actionnaire, comprenait en 2007 les ministères suivants :

- Ministère des Postes et Télécommunications et des Innovations technologiques
- Ministère de l'Economie et des finances
- Ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des

Pour réaliser ces missions ci-dessus énumérées, le Directeur général d'alors Monsieur Sam Pétchétibati BIKASSAM nommé le 19 août 2005 par décision n° 005/CA-TGT du Conseil d'Administration, était investi des pouvoirs lui permettant d'engager l'entreprise dans les limites de l'objet social et de ses attributions. Mais comme tout le monde le sait et tout le monde l'a décrié, Togo Telecom n'avait pas été bien géré. Ce qui a précipité la descente aux enfers

de cette Société.

Pour ce premier numéro de l'épisode Togo Telecom, nous nous intéressons uniquement à la défaillance du Conseil de surveillance, au Conseil d'administration de fait et défaillant, à la multiplicité de comptes bancaires et aux dons-pourboires-subventions-cadeaux injustifiés et exorbitants. Nous reviendrons dans nos prochaines parutions sur d'autres aspects des états financiers de la Société Togo Telecom au titre de l'exercice 2007.

### La défaillance du Conseil de surveillance

Selon nos informations et après analyses, le Conseil de surveillance au temps de Monsieur Sam Pétchétibati BIKASSAM a été défaillant face aux violations des textes relatifs à des domaines particuliers. Certaines commandes importantes ont été émettées pour ne pas être soumises à l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance, des décaissements de fonds souvent faits et des actes parfois pris avant d'être portés à sa connaissance (du Conseil de surveillance) et également d'après nos recoupements des avances ont été faites à l'Etat par Togo Cellulaire pour le compte de Togo Telecom sans avoir été soumises à l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

Entre autres défaillances du Conseil de surveillance, nous relevons également un manque de vigilance du Conseil de surveillance. En effet, le directeur financier et comptable et le secrétaire central de Togo Telecom dont les participations au Conseil n'ont été prévues par aucun texte, ont émarginé sur le même état de jeton de présence que les membres du Conseil de surveillance en sa séance du 10 septembre 2007.

### Un Conseil d'administration de fait et défaillant

Précisons ici que les membres du Conseil d'administration ont été nommés le 22 novembre 2002 pour un mandat de 4 ans. A la date du 21 novembre 2006, le mandat qui devait être renouvelé, ne l'avait pas été conformément à l'article 14 de la loi 90-26 du 4 décembre 1990. Ajoutés à

tout cela, des dépenses sans aucun rapport avec l'objet de la société furent autorisées. Il est à préciser pour une bonne lecture que le Directeur général d'alors Sam Pétchétibati BIKASSAM prenait des actes normalement soumis à l'autorisation préalable du Conseil d'administration sans s'en référer à ce dernier. Ce qui en soi constitue une violation des textes. Il en était ainsi aussi de certaines commandes etc. Nous faisons volontairement économie et ceci pour l'instant d'autres défaillances du Conseil de surveillance. Nous y reviendrons à loisir.

### De la multiplicité de comptes bancaires

De nos investigations, la Société Togo Telecom disposait de 23 comptes bancaires ouverts dans 6 institutions bancaires de la place. Ici, il y a lieu de s'interroger sur la nécessité de tous ces comptes et de poser en même temps le problème de suivi et de la maîtrise des charges financières qui en découlent.

### Des dons-pourboires-subventions-cadeaux injustifiés et exorbitants

En 2006, cette rubrique s'élevait à 340 682 294 de FCFA. En 2007, elle a connu une hausse de 98 % passant de 340.6820294 FCFA à 674 273 281 FCFA.

Ce qui est à noter ici, c'est qu'une grande partie des dépenses relatives aux dons, pourboires, subventions et cadeaux ne suivent pas les procédures de dépenses. Le seul support était la note de service du Directeur Général. En plus, il ne s'agit nullement de dons à des organismes de bienfaisance ou d'utilité publique ni de cadeaux à la clientèle et n'ont aucun rapport avec l'objet social de la société. Dans cette rubrique en question, nous citons :

- Des boissons pour 130 045 253 FCFA
- Des dons personnels en espèces pour 123 676 721 FCFA
- Des frais d'assistance non réglementaires pour obsèques et funérailles pour 74 687 797 FCFA
- Des libéralités sous forme de travaux immobiliers et achats de biens pour 99 777 498 FCFA
- D'achat de carburant à titre de dons pour 154 464 940 FCFA

Comme nous l'annoncions, ces chiffres qui donnent du tourment à tout honnête citoyen de ce pays ne sont que la partie visible de l'iceberg. Au Medium, on se fera le devoir de suivre ce qu'on peut appeler déjà le feuilleton Togo Télécom car, sur certains points dans ce dossier, croyez nous, la réalité dépassera les fictions les plus inimaginables. On ne peut qu'encourager le Chef de l'Etat dans sa quête de faire la lumière sur ce scandale financier.

Crédo TETTEH

## Zozo

### TOGO-POLITIQUE-FABRE-FAURE/RENCONTRE

Jean-Pierre Fabre, président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) et chef de file de l'opposition togolaise a été reçu ce samedi en fin de matinée au Palais présidentiel par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Il était accompagné de deux membres du Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015), alliance dont il sera le porte-flambeau lors de la prochaine présidentielle. M. Fabre avait à ses côtés Mme Brigitte Adjagabo-Johnson et Me Abi Tchessa. Principal sujet abordé avec Faure Gnassingbé : les réformes constitutionnelles et institutionnelles.

"Nous avons exprimé au chef de l'Etat, nos préoccupations : celles de voir les réformes constitutionnelles et institutionnelles s'opérer avant la présidentielle de 2015. Car, les élections n'auront aucun sens sans ces réformes", a déclaré M. Fabre lors d'un point de presse, après son entretien avec Faure Gnassingbé. "Le chef de l'Etat nous a fait comprendre qu'il y a une proposition de loi sur ces réformes, introduite à l'Assemblée nationale par 25 députés de l'opposition. Et qu'il faut laisser cette proposition suivre son cours normal et qu'il espère que dans les débats, chacun fera preuve d'esprit de consensus pour que ces réformes soient adoptées", a-t-il précisé. Cette proposition de loi qui reprend une bonne partie des réformes contenues dans le projet de loi rejeté le 30 juin par les députés du parti au pouvoir, a été introduite par des députés de l'opposition (CAP 2015/CAR-ADDI). M. Fabre avait été déjà reçu le 5 mars dernier par le président de la République pour le même sujet (les réformes). "Je lui avais exprimé les mêmes préoccupations. En qualité de chef d'Etat, il doit prendre ses responsabilités devant l'histoire", a souligné le chef de file de l'opposition. Selon lui, les manifestations vont se poursuivre tant que les réformes ne seront pas opérées.

### 2ÈME PHASE DE L'OPÉRATION FORAINE DE MARQUAGE DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETITS CALIBRES AU TOGO : FAIBLE MOBILISATION AU COURS DE L'OPÉRATION VENDREDI À KPALIMÉ

Après les étapes d'Anié, d'Atakpamé, de Badou, d'Akébou, d'Amlamé, de Notsé et de Tohou, une délégation de la Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération, la Circulation et le Trafic Illicites des armes légères et de petits calibres (ALPC) était ce vendredi à Kpalimé où environ 150 armes ont été marquées pour une première journée d'opération.

Cette deuxième phase financée par la République Fédérale d'Allemagne avec l'appui technique du Centre Régional des Nations-Unies pour le Désarmement en Afrique (UNREC) basé à Lomé, fait suite à une première financée par le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile qui s'est déroulée en octobre dernier dans certaines localités de la région septentrionale du Togo. Cette opération est organisée par la Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération, la Circulation et le Trafic Illicites des armes légères et de petits calibres dont les membres proviennent des départements ministériels, des institutions de la République des confessions religieuses de la Chefferie traditionnelle et de la société civile.

### PLAIDOYER POUR LES RÉFORMES CONSTITUTIONNELLES ET INSTITUTIONNELLES AU TOGO: DES MEMBRES DU CNSC EN FORMATION À KPALIMÉ

Des membres de la Concertation Nationale de la Société Civile du Togo (CNSC) venus des régions Maritimes et Plateaux ont entamé vendredi à Kpalimé, deux jours de conclave en vue de définir un argumentaire qui leur permettra de mettre en œuvre des actions contenues dans leur projet "plaidoyer pour les réformes constitutionnelles à la limitation de mandat et au mode de scrutin présidentiel à deux tours".

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le préfet de Klotou, Dr Awou OttékéApédo en présence de la Présidente du conseil d'administration de la CNSC, Mme Kékéli Agounké, du directeur Exécutif de la CNSC, M. Paul Amégakpo et de Ouro-Bossi Tchakondoh de COPEL...

## ZOZO

COURSE CONTRE LA MONTRE  
POUR RÉALISER LE RATTRAPAGE  
PORTUAIRE

Le 3ème quai de Lomé

L'Afrique ne représente toujours que 5 % du commerce maritime mondial et moins de 2 % du trafic conteneurisé de la planète, mais les volumes traités ont été multipliés par quatre, en ligne avec la croissance économique du continent, elle-même stimulée par les échanges avec l'Asie. Dans un dossier consacré aux ports africains, à paraître lundi, Jeune Afrique indique que plus d'une cinquantaine de milliards de dollars ont été investis pour que l'Afrique s'équipe de terminaux ultra modernes et entièrement automatisés comme en Asie et en Europe.

Au Togo, près d'un milliard d'euros a été consacré à la modernisation du port autonome de Lomé par deux opérateurs privés, le Groupe français Bolloré et Lomé Container Terminal (LCT).

Dans le sillage des porte-conteneurs, toujours plus gros et toujours plus nombreux à remonter les côtes africaines, se redessine la carte maritime du continent. Et c'est presque dans une course contre la montre que s'est lancée l'Afrique depuis cinq ans pour réaliser son rattrapage portuaire, souligne l'hebdo.

VIRUS EBOLA: 13 PAYS À  
RISQUE EN AFRIQUE EN  
SITUATION D'ALERTE MAXI-  
MALE

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) intensifie ses efforts pour aider les pays à risque en Afrique de l'Ouest à se préparer à toute éventuelle épidémie d'Ebola, en réponse à l'apparition de nouveaux cas de la maladie au Mali et l'augmentation continue des cas en Sierra Leone, souligne un communiqué de l'agence onusienne transmis vendredi à la PANA.

Selon le directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Manuel Fontaine, les nouveaux cas apparus au Mali de la maladie à virus Ebola rappellent qu'aucun pays de la région n'est à l'abri de cette épidémie.

'Nous ne pouvons nous permettre d'attendre l'apparition de nouveaux cas dans les pays à risque pour agir. C'est maintenant que nous devons aider les communautés à se tenir prêtes à contenir tout nouveau cas dès son apparition, à tout moment et n'importe où', a-t-il prévenu. L'action de l'UNICEF dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre se concentre sur la révision des plans de prévention et de préparation face à l'apparition du virus Ebola.

Dans les 13 pays les plus à risque, l'UNICEF a accentué son action sur la lutte contre les rumeurs, le partage d'informations essentielles auprès du grand public et la distribution de matériels, y compris des matelas, du savon, du gel hydro-alcoolique, du chlore, des seaux, des thermomètres, des gants, des kits anti-diarrhéiques, des seringues, des bâches et des tentes.

Au Mali, un centre de traitement est déjà opérationnel à Bamako et les structures sanitaires des zones frontalières ont été renforcées par un approvisionnement supplémentaire en eau et des services d'assainissement et hygiène. Dans la capitale Bamako, 77 arrêts de bus ont été équipés de matériel de lavage des mains (...)

ECONOMIE : BAISSÉ DE L'AIDE PUBLIQUE  
AU DÉVELOPPEMENT DE 15,52%

L'AIDE PUBLIQUE au Développement s'est chiffrée en 2013 à 378,672 Millions de Dollars USD contre 448,25 Millions de Dollars en 2012. Selon le rapport du ministère de la planification, du développement et de l'aménagement du territoire, les dons représentés 62,19% de cette Aide Publique au Développement alors que les prêts s'évaluent à 37,21%.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) a connu un léger recul par rapport à 2012, avec un taux de 5,1 contre 5,8. Ce ralentissement serait imputable aux secteurs primaire et secondaire. Le secteur primaire a connu une variation de sa contribution passant de 1,7 à -0,2% et le secteur secondaire de 2,5 à 1% entre 2012 et 2013. Quant au secteur tertiaire, il a connu une reprise remarquable de sa contribution qui est passé de -3,6 à 3,1% sur la même période.

Difficultés d'absorption des  
dotations budgétaires consacrées  
à l'investissement public.

La consolidation des acquis sur la mise en œuvre du plan d'actions pour la réforme de la gestion des finances publiques (PA-RGPF) s'est poursuivie en 2013 avec le renforcement des capacités de la Direction Nationale du Contrôle des Marchés publics (DNCMP) et de l'autorité de régulation des Marchés Publics (ARMP).

Du côté des finances publiques, les opérations financières de l'Etat

au titre de l'année 2013 présentent une progression de 24,6% des recettes totales et dons par rapport à 2012, une hausse de 12,4% des dépenses totales et prêts nets et un solde global, base caisse de -93,1 Milliards de Fcfa contre -127 Milliards de FCFA en 2012.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 162,2 Milliards, en régression de 7,3% par rapport à 2012. Cette régression est due à la baisse des dépenses en capital sur financement tant interne qu'externe respectivement de 13,1% et 3,5%. Pour une prévision budgétaire de 377,7 Milliards FCFA, les recettes se sont établies à 449 Milliards, soit un taux de réalisation en 2013 de 98,4%.

Quant aux dépenses d'investissements en 2013, bien que le montant ait augmenté de 8,4% par rapport à 2012 pour se situer à 230,4 Milliards FCFA, l'exécution déjà faible de 2012 a encore diminué. Ainsi on enregistre un taux d'exécution des dépenses d'investissement de 22,9% en 2013 contre 29,2% en 2012. Ceci met clairement en exergue très clairement les difficultés d'absorption des dotations budgétaires consacrées à l'investissement public.

Augmentation de la dette  
publique de 12,4%

La dette est passée de 907,9 Milliards de FCFA en 2012 à 1 020,6 Milliards FCFA à fin Décembre 2013, une hausse de 12,4%. L'encours de la dette extérieure



Adjil O. Ayassor ministre de l'Economie et des Finances

totale se chiffre à 343,7 milliards de FCFA, ce qui représente 33,7% du portefeuille de la dette totale et celui de la dette intérieure s'élève à 676,9 Milliards de FCFA représentant 66,32%. Le taux d'endettement a augmenté passant de 45,6% en 2012 à 49,7% en 2013. Cette évolution s'explique aussi bien par la hausse de la dette extérieure que par celle intérieure.

Quant à l'encours de la dette extérieure totale, elle est en hausse de 23,3% par rapport à fin décembre 2012 pour fixer à 343,7 milliards de FCFA. Cette augmentation est imputable à l'effet combiné des paiements, des tirages, des fluctuations des principales devises de libellé des prêts.

S'agissant de la dette intérieure, son encours à fin décembre 2013, s'élève à 676,9 Milliards de FCFA

contre 629,2 Milliards en 2012, soit une hausse de 7,6% due à l'effet combiné des remboursements, des emprunts obligataires, des tirages et remboursements des bons du Trésor et la prise en compte des dettes des sociétés d'Etat en liquidation.

Baisse de l'Aide Publique au  
Développement

Selon le ministère de la planification, la baisse de l'APD en 2013 s'explique par la réduction drastique de l'apport des principaux donateurs. Ainsi l'aide de la Chine a diminué de 74%, celle de la Banque Africaine de Développement de 55,70%, 100% pour la BIDC, 65,85% de baisse pour l'AFD et 11,54% pour la Banque Mondiale.

Les principaux donateurs ont quand même pu octroyer 165,25 Millions de dollars aux infrastructures de soutien à la croissance, la santé et le VIH/sida ont pu engranger 62,90 millions de dollars, l'agriculture et la sécurité alimentaire s'en sortent avec 41,05 millions de dollars et l'éducation, 23,75 millions de dollars.

Parmi les principaux donateurs en 2013, la CEDEAO a contribué le plus avec un montant de 96,71 millions de dollars soit 26,16%, la Banque Mondiale a contribué à hauteur de 48,79 Millions de dollars, le fonds mondial avec 42,63 millions de dollars. Viennent ensuite l'Union Européenne, la Chine, le système des Nations Unies, le Japon, les fonds arabes, le groupe de la Banque Mondiale de Développement et enfin... la France avec 2,37% de l'ADP en 2013.

Dans son rapport, le ministère de la planification indique que malgré les efforts des donateurs d'accompagner le processus de développement du Togo, il faut souligner que globalement l'APD de 2013 a été moins importante par rapport à celle de 2012.

A cet effet, le gouvernement doit, pour la mise en œuvre efficace de sa stratégie de croissance accélérée, maintenir l'élan des réformes en vue de continuer à accroître la mobilisation des ressources nationales et extérieures et de capitaliser sur les opportunités pour attirer d'avantage d'investissements privés nationaux et étrangers.

A Suivre...

Ali SAMBA

## POLITIQUE/MANIFESTATIONS :

Des milliers de partisans du parti au  
pouvoir manifestent dans le calme à Lomé

Suite de la page 3

responsables de l'UNIR dont son vice-président Georges Aidam.

Sélon Komi Klassou, premier vice-président à l'Assemblée nationale et cadre/UNIR de la localité, a, au début de la manifestation, remercié les fils et filles de la Préfecture de Haho d'avoir "massivement" fait le déplacement.

Les cadres du parti ont longuement invité les populations à l'apaisement pendant cette période très sensible. Ils les ont invitées à sortir massivement pendant la période de révision des listes électorales.

"Nous avons exhorté nos militants à faire toujours preuve d'apaisement. Aucun pays ne peut connaître la progression dans la division. Nous



Noël De Poukn, lors de son allocution, vendredi dernier à la Plage de Lomé

avons invité nos militants à cultiver l'esprit de paix et de tolérance", a-t-il

souligné, dénonçant "l'instrumentalisation des réformes politiques".

"La politique prônée par le chef de l'Etat, c'est de cultiver l'esprit de la conciliation. Les togolaises et togolais doivent bâtir une cité où il fait bon vivre. Il n'est pas bon d'instrumentaliser la réforme. Pour le processus de réformes, UNIR dit Oui, mais dans un esprit de conciliation".

Le premier vice-président du parti UNIR a abondé dans le même sens, appelant les militantes et militants du parti à l'apaisement, car le président de la République "est un homme doté d'esprit de paix pour tous".

Sources: Savoirnews

 **TOGO EXPRESS**  
**AGENCE DE DISTRIBUTION DE COURRIER**

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises  
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure  
(Tous travaux d'impression)  
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)  
A coté du commissariat du 5ème arrondissement  
BP : 5022 Lomé Togo  
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11  
Fax : +228 22 26 06 02  
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08  
Email : togoexpress07@yahoo.fr

## ELIMINATOIRES CAN GUINEE EQUATORIALE 2015 /Groupe E Ghana -Togo : 3-1

# Les Eperviers tombent et laissent des plumes à Tamalé La consécration de la honte, bilan d'un parcours sinueux et atypique

EN PRENANT les rênes de la sélection nationale il y a de cela presque 6 mois, c'était un entraîneur heureux et fier de démontrer à la face du monde que le Togo pouvait faire confiance à un local pour conduire son bateau livré aux tempêtes à bon port.

Mais très vite, les espoirs ont donné place à l'imprécision et à l'amateurisme que craignaient la majeure des togolais qui ne voyaient pas d'un bon œil la nomination d'un national à la tête des éperviers. La suite, vous la connaissez...



Les Eperviers du Togo, éliminés de la CAN 2015

Après la débâcle du match contre la Guinée le Samedi 15 Novembre à Kégué, tous les regards du public sportif togolais se sont tournés vers Tamalé où les éperviers devront y défier les black stars du Ghana dans une ultime rencontre qui devrait consacrer le parcours peu enviable d'un sélectionneur désabusé et impopulaire dans son pays où encore seul un exploit voire un miracle dans la dernière journée des éliminatoires pourra redorer le blason tant terni par de nombreuses imprécisions et défaites.

A Tamalé pour l'exploit de la dernière chance, beaucoup de togolais ont failli y croire mais compte tenu du bagage tactique et technique du coach togolais, c'est avec réserve et résignation que les togolais ont suivi le match du 19 Novembre dernier. Et comme dirait l'autre, " la surprise, c'est qu'il n'y pas eu de surprise " et nous voilà bon dernier dans un groupe E largement à la portée de nos éperviers la faute à un choix malencontreux d'un sélectionneur à l'image de ceux qui

l'ont choisi pour prétendre à la destinée de notre football sur le continent.

Où sont donc ceux qui passent leur temps à vociférer sur les antennes dans des débats hystériques que le Togo doit faire confiance à ses fils pour diriger son équipe nationale ? Nous prenons les lecteurs et lectrices à témoin sur cet état de chose. En effet, sur nos 3 équipes engagées en coupe continentale (cadet, junior et senior), toutes dirigées par des entraîneurs nationaux et quels sont les résultats ? Sur les 3 engagées, toutes les 3 sont éliminées de toutes compétitions continentales preuve que nos entraîneurs nationaux ne font pas le poids dans la sous-région et encore moins au niveau mondial. Donc de grâce que l'on laisse de nous rabattre les oreilles avec les histoires d'entraîneurs nationaux car dans cette expérience, seuls quelques rares pays ont su tirer leur épingle du jeu.

Comment dans un pays où le championnat est amateur où le niveau de jeu rivalise avec l'à peu près doublé d'improvisation et de coup bas, vous

voulez que des entraîneurs de haut niveau en sorte ? Non après l'expérience amère avec Tchaniélé Tchakala, plus jamais sur la terre de nos aïeux que l'on ne nous présente plus d'entraîneurs nationaux pour diriger nos équipes nationales car ils n'en sont pas dignes. Et ce ne sont pas les Tchaniélé qui nous démentiront.

### Le cas Tchaniélé Tchakala

Tchaniélé Tchakala est un éducateur ayant créé un centre de formation de football pour jeunes et semble-t-il imbu d'une expérience de près de dix ans (10 ans) au côté d'anciens sélectionneurs du Togo donc prédisposé à entraîner ? Quelle est cette théorie absurde dont nous abreuve ceux qui sont partisans du moindre effort sur le plan footballistique ? Un entraîneur est supposé avoir plusieurs plans tactiques et doter d'un bagage technique assez lourd pour faire face à toute éventualité devant des adversaires coriaces.

Mais malheureusement, dans le cas de notre ami Tchaniélé, il est incapable

de donner un fond de jeu à notre équipe comme ce fut le cas avec Didier Six, incapable de lire le jeu proposé par ses adversaires, incapable d'aligner des joueurs qu'il faut à la place qu'il faut, incapable de se transcender pour motiver ses poulains, bref un entraîneur dubitatif et inexpérimenté qui passe la majeure partie de son temps à tomber sous le charme de ses joueurs au lieu de vivre le jeu pour en tirer profit et gagner en expérience. Se pose alors la question de savoir sur quelle base il a été choisi parmi la multitude de proposition de noms d'entraîneurs et qu'est ce qui a penché en sa faveur dans le choix final.

Ainsi donc au moment de demander des comptes à Tchaniélé pour une mauvaise gestion de la chose publique, il serait judicieux de demander des explications à ceux qui pendant des heures, des jours, des mois ont passé leur temps à cogiter à Notsé sur le dos du contribuable togolais pour sortir la " fumée blanche Tchaniélé " ? Il serait bon de jauger de la capacité morale de ces hommes et femmes qui au nom du peuple togolais se sont retrouvés à l'Hôtel le berceau de Notsé pour nous servir ce plat amer. Sous d'autres cieux, de tels individus méritent des sanctions exemplaires avec leur compère Tchaniélé car tout se passe comme s'ils ont choisi le frère de l'autre, ce n'est pas pour ses expériences personnelles en matière de football mais des raisons inavouées. Ils ont ainsi sacrifié le peuple du football sur l'autel de l'intérêt personnel à Notsé.

Tchaniélé pourra un jour qualifier le Togo si l'occasion lui est encore accordée pour une CAN si et seulement si dans notre poule de qualification, il y a outre le Togo, l'Ouganda, l'Ouganda et l'Ouganda. En clair sur le continent africain, il ne peut que battre l'Ouganda avec sa technique obsolète et désuète.

En conclusion, Tchaniélé ne mérite pas d'être à la tête de notre équipe et s'il y est actuellement, c'est une pure erreur de la nature car même ma grand-mère au village dirigerait mieux cette équipe avec autant de talents réunis.

Dorénavant pour choisir un sélectionneur pour notre équipe, il va falloir constituer un collectif d'anciens joueurs togolais pour passer au peigne fin les dossiers des prétendants au poste d'entraîneurs dans notre pays et leur permettre ainsi de jauger grâce à leur expérience sur le terrain en tant que joueurs de mieux cerner les contours d'un entraîneur qui s'adapte au contexte togolais sans dissocier la technique de la tactique. Sinon à Notsé là-bas, ils ont tout simplement failli dans leur mission en nous choisissant Tchaniélé.

Heureusement que dans ce pays le ridicule ne tue pas sinon Tchaniélé se ferait tout petit comme une fourmi mais plutôt le gars s'enorgueillit de ce parcours indigne du Togo et c'est un drame pour le public sportif togolais.

En attendant, la traversée du désert commence pour les éperviers et le seul point positif dans cette élimination est que les crises cardiaques ne se produiront plus en janvier au début de la CAN pour les togolais car les nôtres n'y seront pas. Drôle de satisfaction pour notre si cher public sportif.

Jacques Komi SOLETE

## Zozo

BARCELONE MESSI: 253 BUTS, MEILLEUR BUTEUR DE L'HISTOIRE DE LA LIGA !



L'argentin Lionel Messi

Samedi, Lionel Messi est entré dans l'histoire. Auteur d'un triplé contre le FC Séville, l'Argentin a atteint la barre de 253 buts en Liga devenant du coup le meilleur buteur de l'histoire du championnat espagnol. Un événement qui lui a valu un concert de louanges. Après la rencontre, Messi a réagi sur cet exploit et dit ne pas imaginer battre ce record, qui appartenait à Telmo Zarra.

" Quand j'ai marqué ce but, mon premier en Liga (en 2005), je n'imaginais pas pouvoir battre le moindre record et encore moins celui du grand Telmo Zarra. Aujourd'hui, j'y suis parvenu grâce au soutien de très nombreuses personnes qui m'ont aidé pendant toutes ces années. Le record est pour eux tous, merci d'avoir été toujours avec moi. Il est aussi pour tous ceux qui m'ont soutenu et qui ne sont plus avec nous aujourd'hui. Je continue à penser beaucoup à eux. Merci à tous ! ", a posté l'Argentin sur son compte Facebook.

### CRISE À LA FTF : L'AUTORITÉ D'AMÉYI CONTESTÉE PAR LES CLUBS



Gabriel Améyi, président contesté de la FTF

Trente-cinq (35) dirigeants de clubs et ligues membres de la Fédération Togolaise de Football (FTF) ont déclaré jeudi incompetent l'actuel bureau exécutif de la FTF à continuer de gérer le football au Togo. "Ne reconnaissant plus la qualité, ni la compétence, ni l'autorité du bureau exécutif sortant et de son président à gérer les affaires de la FTF et à conduire le processus électoral, demandons à la FIFA de nous accompagner à la mise en place d'un organe chargé de conduire le processus de mise en place d'un nouveau bureau exécutif à la FTF ", lit-on dans la déclaration commune. Pour les responsables des ligues et clubs, le mandat de l'actuel bureau exécutif dirigé par Gabriel Améyi est arrivé à terme depuis le 04 novembre dernier et selon les dispositions statutaires, les nouvelles élections doivent avoir lieu pour renouveler les instances de la fédération.

### PAUL POGBA: LE PSG OU LE REAL FINALEMENT?

Paul Pogba, qui a réalisé l'un de ses meilleurs matchs avec la Juventus, samedi à Rome, face à la Lazio (3-0), est très courtisé...notamment par le PSG et le Real Madrid. Seulement, entre ces deux grands clubs, le coeur du milieu franco-guinéen balance.

Plusieurs grands clubs, en particulier le PSG et le Real Madrid, suivent les performances de près du milieu de terrain de la Juventus Turin Paul Pogba. " S'il continue comme ça, il deviendra tout simplement l'un des plus grands, a expliqué Zinedine Zidane à Tuttosport il y a quelques semaines, repris par Calciomercato. Suivre mes pas en quittant la Juventus pour aller au Real Madrid ? On verra... "

Pogba a prolongé récemment jusqu'en juin 2019 à la Juventus Turin. Mais d'après le 10 Sport, la Juventus voulait surtout se protéger. Le club turinois est persuadé que le PSG va rapidement passer à l'attaque pour Pogba.

Le PSG ne cache pas son intérêt, depuis des mois, pour le jeune Français d'origine guinéenne. Nasser Al-Khelaifi en tête. Lors du mercato estival 2014, handicapé par le fair-play financier, le PSG n'a pas pu avancer tous ses pions. Mais Pogba pourrait très vite, dès l'été prochain, être confronté à un choix cornélien. Doit-il quitter la Juve pour le PSG ou le Real ? Il est encore jeune, il a le temps... La Juve est sans doute l'endroit idéal pour continuer à progresser, à prendre de l'expérience. Mais Pogba a déjà le talent et le potentiel...

Nos remerciements aux agences savoirnews, republicoftogo et afreepress pour leur collaboration



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Accra, 24 Novembre 2014

### LA PRINCIPALE PRIORITE DE LA CEDEAO DEMEURE L'ERADICATION DU VIRUS EBOLA, ESTIME LE PRESIDENT OUEDRAOGO

La principale priorité de l'Afrique de l'Ouest aujourd'hui est de contenir rapidement, de prévenir la propagation de la maladie à virus Ebola à d'autres pays et d'éliminer la menace dès que possible, a assuré ce lundi 24 novembre à Accra le président de la Commission de la CEDEAO.

Kadré Désiré Ouédraogo, qui donnait le coup d'envoi d'un atelier de formation de cinq jours destiné à quelque 150 agents de santé volontaires pour être déployés dans les pays les plus affectés par la maladie, s'est livré à un véritable plaidoyer en faveur d'une lutte résolue pour relever ce "défi régional".

Ces agents de santé, qui proviennent du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Mali, du Niger, du Nigeria et du Sénégal, seront répartis entre la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone dans l'optique de concrétiser cette solidarité régionale qui ne s'est jamais démentie depuis l'apparition de la maladie dans la zone.

"Tout en soulignant la grande solidarité que les Etats membres de la CEDEAO ont une nouvelle fois montrée dans cette lutte, je salue la mémoire des milliers de victimes, y compris les travailleurs de la santé locaux et étrangers, et présente nos plus sincères condoléances à leurs familles et aux peuples des pays touchés", a ajouté M. Ouédraogo. Après avoir redit l'engagement de la Commission de la CEDEAO à fournir tous les efforts nécessaires à cet égard et ce, en conformité avec les directives des chefs d'Etat et de gouvernement, il a réaffirmé sa fierté devant l'engagement démontré par les dirigeants de la région depuis le début de l'épidémie.

"La réunion d'aujourd'hui pour le lancement de la formation des agents de santé régionaux à déployer pour lutter contre la maladie à virus Ebola dans les trois pays les plus touchés, la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, est en effet la démonstration que nous nous engageons à répondre collectivement ce défi régional", a proclamé Kadré Désiré Ouédraogo.

Auparavant, le ministre de la Santé du Ghana, Kwaku Agyemang-Mensah, dont le pays assure la présidence en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, avait abondé dans le même sens, en insistant sur les statistiques qui font état de 14 000 personnes touchées avec environ 5 600 morts, dont plus de 2 800 pour le seul Liberia.

La maladie à virus Ebola ne connaissant pas de frontière, le premier cas, noté en Guinée, s'est vite répandu dans les Etats voisins, tandis que des pays hors du continent comme les Etats-Unis, l'Espagne et la Norvège ont également enregistré des victimes, "ce qui montre clairement que la lutte doit être mondiale", a estimé le Dr Agyemang-Mensah.

Le major général Obed Akwa, commandant du Centre international Kofi Annan pour le maintien de la paix (KAIPTC), qui abrite l'atelier, avait auparavant souhaité la bienvenue aux participants et aux autorités, avant que Laurent Assogba, directeur général adjoint de l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), institution spécialisée de la CEDEAO, ne donne de précieux éclairages sur les caractéristiques de cette terrible maladie.

Le Dr Assogba a rendu hommage aux 150 agents venus de sept pays de la sous-région, parmi lesquels des médecins, infirmiers, techniciens d'hygiène et d'assainissement, qui sont volontaires et prêts à aller aider leurs collègues des pays affectés à juguler très rapidement cette épidémie qui a semé tant de désolation dans la communauté africaine et internationale.

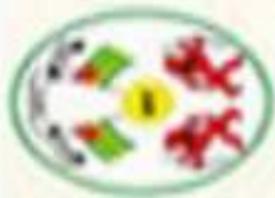
"Chers collègues et chers collaborateurs, ne craignez rien, car la CEDEAO a le devoir de vous protéger et de vous accompagner, pour que vous travailliez en toute quiétude et que vous retourniez sains et saufs dans vos familles respectives", a ajouté le directeur général adjoint de l'OOAS, qui organise l'atelier en collaboration avec l'Union africaine et la Banque africaine de développement (BAD).

Après leurs cinq jours d'atelier de formation au Centre Kofi Annan d'Accra, les 150 travailleurs de la santé volontaires iront intégrer, trois mois durant, les équipes déployées sur le terrain de la lutte contre Ebola par les ministères de la Santé de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone.

L'initiative s'inscrit dans le cadre du plan de riposte régionale adopté par la dernière Assemblée des ministres de la Santé des Etats de la CEDEAO, tenu fin août 2014 à Accra, et a pour objectif d'apporter un appui substantiel en ressources humaines au système de santé des pays affectés dans leur effort d'endigement de l'épidémie.

Il s'agira notamment de renforcer la capacité d'intervention des trois pays les plus touchés dans l'identification des cas, les soins aux patients, le suivi des contacts, la mise en place des mesures préventives et la gestion des corps des victimes, tout en revitalisant leur système global de santé.

**Ne fermons pas les yeux....!  
LE RISQUE EST RÉÉEL**



Ministère du Commerce  
et de la Promotion du secteur informel

